

Karin Kneissl : guerres de l'énergie et effondrement de l'Europe

Karin Kneissl est l'ancienne ministre des Affaires étrangères de l'Autriche et l'actuelle directrice du groupe de réflexion GORKI. Suivez le Pr Glenn Diesen : Substack : <https://glennndiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glenndiesen> Soutenez les recherches du Pr Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen> Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Achetez des produits dérivés Diesen : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok> Livres du Pr Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bienvenue à nouveau. Nous recevons aujourd'hui Karin Kneissl, ancienne ministre autrichienne des Affaires étrangères, qui dirige désormais le groupe de réflexion GORKI. Merci donc de revenir dans l'émission. C'est un plaisir de vous revoir.

#Karin Kneissl

Merci, professeur Diesen, pour l'invitation. Le plaisir est partagé. Je suis très heureux de vous revoir.

#Glenn

Eh bien, nous savons qu'après la guerre froide et la fin du communisme, beaucoup d'universitaires, comme Edward Luttwak, soutenaient que nous étions en train de passer, dans une certaine mesure, de la géopolitique à la géoéconomie. Autrement dit, les pays allaient de plus en plus rivaliser pour contrôler les marchés, chercher à prendre l'avantage technologique, à renforcer leur puissance industrielle, à contrôler les ressources énergétiques, les corridors de transport physique, les banques, les systèmes de paiement, les monnaies dans lesquelles nous échangeons, et ainsi de suite. Autrement dit, les instruments économiques du pouvoir.

Je suppose que la logique générale, c'est que les autres devraient être davantage dépendants de vous, et que vous devriez être moins dépendants des autres. C'est essentiellement ainsi qu'ils tirent leur pouvoir politique. Bref, alors que nous voyons aujourd'hui les États-Unis décliner, ces conflits économiques prennent une forme beaucoup plus coercitive. Et encore une fois, pas seulement avec les droits de douane. On le voit aussi avec la guerre contre l'Iran, contre la Russie, contre le Venezuela. Toutes semblent avoir une très forte dimension économique, et surtout une forte dimension énergétique. Je me demandais comment vous interprétez ce point commun. Sommes-nous dans une guerre de l'énergie ?

#Karin Kneissl

Eh bien, l'énergie est au cœur du jeu. Et c'est le cas, au moins depuis cent vingt ans, quand on parle d'énergies fossiles. Très probablement aussi si l'on pense à l'énergie sous l'angle de l'eau et des pâturages pour les animaux. Car, pendant des millénaires, ce sont les animaux qui produisaient l'énergie. Donc, dans une certaine mesure, il a toujours été question d'énergie. Mais vous avez tout à fait souligné ce glissement, de la géopolitique pure vers une forme plus subtile de géoéconomie. Depuis au moins deux décennies, j'enseignais, dans mes différents cours, le retour de la géographie après son exil. À la fin d'une confrontation idéologique, à la fin d'une sorte de guerres culturelles, le choc des civilisations de Huntington, etc., la géographie était de retour. Et maintenant, nous pouvons dire que l'énergie, en tant que fondement de toute activité économique, de toute existence humaine, est définitivement ce qui est en jeu. Je serais tout à fait d'accord avec vous sur ce constat.

#Glenn

Eh bien, les Européens ne semblent pas apprécier le rôle central de l'énergie. Ce qui est ironique, puisque la révolution industrielle a commencé en Europe. L'énergie a alimenté toutes les différentes révolutions industrielles. Elle a été une source de puissance économique, mais aussi militaire — au moins de puissance économique. Alors, à quel point les Européens ont-ils facilement renoncé à l'énergie russe bon marché, en redéfinissant de fait ce qu'est la sécurité énergétique ? Par le passé, n'importe quel universitaire en Europe aurait défini la sécurité énergétique comme un approvisionnement en énergie bon marché et fiable. Aujourd'hui, la sécurité énergétique signifie se couper de la Russie, même si cela vous rend davantage dépendant d'une énergie moins fiable et plus coûteuse en provenance des États-Unis. Mais êtes-vous surpris de voir les Européens se couper ainsi, essentiellement, de l'énergie ? Je veux dire, cela a été l'une des sources du succès européen au fil des années.

#Karin Kneissl

Oui. Bon, je ne veux pas trop m'attarder sur l'histoire coloniale de l'Europe, mais nous savons tous que le continent européen, où qu'il commence, où qu'il se termine... disons qu'il commence quelque part dans les îles Britanniques et qu'il s'achève quelque part aux frontières extérieures de l'Union européenne, vers la mer Noire. Partons de l'idée que c'est cela, l'Europe. Eh bien, c'est un continent pauvre. Ce n'est pas un continent riche comme l'Afrique. Il n'est pas aussi riche que l'Amérique du Sud. Pourquoi est-ce que je cite ces deux exemples ? Parce que là-bas, nous avons des terres arables en abondance. Nous avons des ressources en eau, et toutes sortes de minerais. Donc, le continent africain est riche.

Et cela occupait beaucoup l'esprit des puissances coloniales européennes. À un certain moment du XIXe siècle, tout le monde voulait aller en Afrique. L'Allemagne est arrivée tard parmi les puissances coloniales. Elle n'a saisi qu'un petit peu, juste avant la Première Guerre mondiale. Mais tout cela tient

au fait que l'Europe est un continent pauvre. L'Europe devait exporter son surplus de population, surtout ses jeunes hommes en colère, si vous me permettez l'expression, qui devaient trouver une forme d'activité. À un certain moment de l'histoire, il y a eu les croisades, simplement pour éloigner de la ferme les deuxième et troisième fils, puisque la ferme revenait à l'aîné.

Et, à un stade ultérieur de l'histoire, ce sont les empires coloniaux qui ont absorbé cet excédent de population européenne. Mais l'Europe, en tant que telle, n'est pas, et n'a jamais été, un continent riche, si l'on parle de terres arables et de minerais. Donc, en termes financiers, il y a les matières premières dures et les matières premières souples : les matières premières dures, ce sont les minerais ; les matières premières souples, ce sont les produits agricoles. Et cela apparaît désormais très clairement. Je vois en Europe un mélange très explosif. Pas seulement en raison d'une pénurie de gaz pour la prochaine saison de chauffage, car les réserves de gaz, les sites de stockage, ne sont pas remplis comme ils devraient l'être. Mais aussi, dès maintenant, à cause des différents problèmes.

C'est un mélange de problèmes que nous constatons : la situation de l'eau dans le Rhin et le Danube, l'impossibilité de refroidir les réacteurs nucléaires en France. Et ce n'est pas la première fois. Je me souviens qu'en deux mille trois, en deux mille dix-huit, c'était déjà un problème. Mais les centrales nucléaires françaises sont tellement vieilles, si je puis dire, qu'il coûte même trop cher de les démanteler, sans parler d'y installer un système de refroidissement innovant. Donc, ce mélange est très, très dangereux. Il est explosif, parce qu'en l'absence d'énergie, comment voulez-vous organiser la moindre vie économique ? Et c'est, dans l'ensemble, la situation actuelle des Européens, qu'ils soient dans l'Union ou non dans l'Union européenne. Et contrairement à l'Europe, si je peux revenir au continent africain, on y voit une course aux terres arables. Cela dure depuis vingt, trente ans.

L'Ouganda est un exemple révélateur, où des fonds souverains, surtout des Émirats arabes unis, mais pas seulement, cherchent avidement à mettre la main sur des terres arables. Il y a deux semaines, ici, dans la ville de district où je vis en Russie — une petite ancienne ville tatare appelée Kassimov —, j'ai organisé, avec mon institut, l'université Gorki et l'université régionale de Riazan, un séminaire sur la souveraineté alimentaire, la sécurité alimentaire et les chaînes d'approvisionnement. Ici, nous avons un excédent de production laitière et de production alimentaire. C'est une région très rurale et, en théorie, riche, en ce qui concerne l'eau et les pâturages. Je le mentionne en particulier parce que je vois, avec tristesse, des animaux destinés à la production laitière être abattus dans des pays comme l'Autriche ou la Suisse, simplement parce qu'ils ne peuvent plus acheter de foin, qu'ils n'en trouvent plus aujourd'hui.

Et c'est une situation traumatisante. Donc, ce que je voudrais souligner, c'est ceci. Nous ne parlons pas seulement de la dépendance de l'Europe aux importations d'énergie, qu'elles viennent d'Amérique du Nord ou de Russie. Cela a toujours été le cas, et ce le sera toujours. Mais il s'agit aussi de savoir comment l'Union européenne — rappelons qu'à la fin des années quarante, elle était avant tout centrée sur l'alimentation, parce qu'ensuite nous avons connu les surplus des années soixante-dix et quatre-vingts — a eu une politique agricole européenne très déformée, qu'ils ont essayé de

réformer sans jamais y parvenir. Mais je reviens à l'alimentation parce qu'au bout du compte, nous devons tous manger. C'est un sujet très présent dans les préoccupations des fonds souverains, qui achètent des terres arables partout où ils peuvent en trouver. Et l'Europe centrale, l'Europe du Sud, sont aujourd'hui vraiment dans une très mauvaise passe.

#Glenn

Mais au-delà de l'énergie, on assiste aussi, là encore, à une autre forme de compétition économique, je suppose, historique, autour de ces corridors de transport physiques. Une grande partie de la géopolitique a tourné autour de cela au fil des années : contrôler des voies maritimes clés, mais aussi des corridors terrestres, et ainsi de suite. On voit également cela se jouer, dans une certaine mesure. Je pense au blocus du Venezuela, au détroit d'Ormuz, à la tentative de saisie de navires russes dans la mer Baltique, aux attaques contre la navigation en mer Noire. En substance, les routes maritimes sont elles aussi quasiment à l'arrêt. Est-ce que vous voyez cela dans le même contexte que les guerres de l'énergie ?

#Karin Kneissl

Oui. Ce qui est en jeu, et que nous risquons peut-être de perdre complètement, c'est la libre circulation. Vous savez, c'est un principe du transport maritime. Vous venez d'un pays à grande tradition maritime. Moi, je viens d'un pays sans accès à la mer, mais j'ai toujours porté un vif intérêt à la Convention des Nations unies sur le droit de la mer. J'ai aussi enseigné ce sujet pendant de nombreuses années. Et la CNUDM, qui est l'acronyme de cette convention, a été rédigée et négociée pendant des décennies. Il a vraiment fallu très longtemps avant que les négociateurs puissent la signer. Ensuite, il a fallu encore, je crois, presque deux décennies pour obtenir suffisamment de ratifications afin qu'elle entre en vigueur, au début des années 1990.

Pourquoi est-ce que je mentionne la Convention des Nations unies sur le droit de la mer, le libre passage, le passage inoffensif, le libre passage, les eaux de haute mer, les voies navigables internationales, et tout le reste ? Enfin, vous voyez, tout y est. Le principe du libre passage est important. C'est même, si je peux le dire ainsi, le principe le plus ancien du droit maritime, du droit coutumier. Avant la Convention des Nations unies sur le droit de la mer, nous avions surtout du droit coutumier. Et ce qu'ont fait les négociateurs, c'est codifier, dans une large mesure, le droit coutumier existant. Et le principe fondamental, c'était le libre passage. Ainsi, les navires marchands pouvaient traverser le Bosphore, par exemple.

Les navires marchands pouvaient traverser le golfe d'Aden, le détroit d'Ormuz, le détroit de Malacca, ainsi que le bras de mer entre les îles Britanniques et la France. C'était nécessaire. Pourquoi ? Parce que, pendant des siècles, les Européens, surtout, se sont fait la guerre entre eux, avec toutes sortes de pirateries. La navigation marchande n'était pas sécurisée. Il y avait des pirates. Ils étaient

installés quelque part sur les côtes de ce qui est aujourd'hui les Pays-Bas. Ils étaient installés quelque part dans le sud de l'Italie. Mais il existait aussi une énorme activité de piraterie, menée par différentes dynasties européennes.

Et à un certain moment, les Européens sont arrivés à la conclusion suivante : il faut garantir le libre passage des navires marchands. Sinon, nous allons tous sombrer dans des actes de piraterie récurrents, et il n'y aura plus de commerce mondial. Le commerce mondial n'a donc été possible qu'avec la reconnaissance de ce principe de liberté de navigation, de passage inoffensif. Aujourd'hui, ce que nous voyons, c'est le démantèlement de ce principe. Les négociations sur le détroit d'Ormuz — et tout tourne autour du détroit d'Ormuz et de la confrontation entre les États-Unis et Téhéran — ne portent clairement plus sur le programme d'enrichissement de l'uranium. Selon les dernières informations, Oman et l'Iran sont proches d'un accord. L'Iran veut une redevance de cinq à sept pour cent par cargaison, sur les cargaisons qui passent par le détroit d'Ormuz en direction de l'Arabie saoudite.

Oman veut trois pour cent. Le sultanat d'Oman n'était pas très enthousiaste à l'idée d'entrer dans ces négociations sur les redevances. Car le sultanat d'Oman, pays à la diplomatie de premier ordre et État doté d'une immense et ancienne tradition maritime, ne veut en réalité qu'une chose : la liberté de navigation, le passage inoffensif. Et maintenant, il y a cet accord bilatéral qui finirait par placer le détroit d'Ormuz sous un contrôle bilatéral, avec une redevance. Cette redevance n'existait pas avant le vingt-huit février. Nous assistons donc, à l'échelle mondiale, au démantèlement d'un principe majeur du droit international de la navigation maritime. Pour moi, c'est assez considérable, même si, encore une fois, je viens d'un pays sans accès à la mer.

Je suis moins attentif à ce sujet, mais il m'a toujours intéressé dans mes cours. Aujourd'hui, ce que je vois, ce n'est pas seulement une démondialisation qui a commencé, à mon avis, en deux mille huit, avec la crise financière de l'époque. Elle a commencé avec un découplage entre les États-Unis et la Chine. Cela remonte vraiment à longtemps. Ça n'a pas commencé ces dernières années. Nous assistons à une régionalisation, à une fragmentation, quel que soit le terme qu'on emploie. C'est bien une démondialisation. Quand on ajoute à cela que la liberté de navigation est remise en cause par la piraterie, par des taxes, par toutes sortes d'actions militaires... Ajoutons aussi les actes de piraterie commis par les autorités britanniques et françaises contre des navires russes. Alors, on peut dire adieu au commerce mondial.

#Glenn

Oui, eh bien, adieu le commerce mondial. Là encore, c'est une évolution dramatique : tout le système est en train de se désintégrer. Car la rivalité géoéconomique est censée permettre de façonner les dépendances à son avantage. Mais ce que nous observons aujourd'hui, comme vous le dites, c'est essentiellement l'effondrement de tout le système dont tout le monde dépend. Donc cela va être très mauvais pour tout le monde. Cela dit, l'un des enjeux semble être le suivant : historiquement, lorsque les Britanniques dominaient, qu'il y avait au XIXe siècle une puissance

économique hégémonique qui dominait les mers, ou les États-Unis au XXe siècle, cette puissance hégémonique avait intérêt à maintenir les voies maritimes ouvertes. Parce qu'elle les administrait et en tirait beaucoup d'avantages. Mais la question qui se pose toujours, c'est ce qui arrive lorsque cette puissance hégémonique est en déclin.

Il utilisera ce contrôle administratif sur l'économie internationale de manière coercitive pour empêcher l'émergence de rivaux, et alors, bien sûr, tout s'effondre. Et donc, vous savez, cela pourrait être un symptôme de notre époque : le moment unipolaire, où les États-Unis étaient la seule superpuissance, est déjà terminé. Et nous vivons, de fait, dans un monde multipolaire. Et sans un accord qui remplace l'idée selon laquelle tout est simplement sous le contrôle de l'Oncle Sam, nous allons continuer à voir le système international se désagréger. Le système économique international, en l'occurrence. Mais si l'on prend un peu de recul, quelles sont alors les conséquences plus larges de ce passage de l'unipolarité à la multipolarité ? Non pas comme choix politique, mais simplement comme réalité de la répartition du pouvoir.

#Karin Kneissl

Permettez-moi de donner un exemple très concret, celui d'hier. Il s'agit d'une alliance de sécurité conclue entre la Turquie, le Royaume d'Arabie saoudite et le Pakistan. C'est intéressant. Trois puissants pays musulmans sunnites, qui coopèrent déjà au sein d'entités plus larges, comme la Conférence des États islamiques. Dans une certaine mesure, ils sont aussi tous liés par les BRICS. Et, dans une certaine mesure, ils sont connectés par d'autres organisations régionales et d'autres formes de coopération. Il est donc intéressant de voir qu'ils se dirigent vers une alliance militaire plus étroite. Nous observons ainsi cette forme de régionalisation, qui constitue l'une des formes de la multipolarité, à de nombreux niveaux.

Et il s'agit très souvent de sécurité. Il est donc intéressant de voir que ces trois pays — surtout l'Arabie saoudite et la Turquie — étaient à couteaux tirés il y a quelques années, après l'assassinat de ce journaliste saoudo-américain, M. Khashoggi, au consulat saoudien d'Istanbul. Ils étaient donc vraiment à couteaux tirés pour diverses raisons. La Turquie soutenait fermement les Frères musulmans, tandis que l'Arabie saoudite considérait les Frères musulmans comme une organisation terroriste. Il y a donc aujourd'hui cette forme de coopération, qui est une manifestation de la multipolarité, en réaction à l'effondrement des garanties plus larges qui existaient auparavant.

Et un pays comme l'Arabie saoudite a clairement compris qu'une base militaire américaine n'est pas une garantie de sécurité, mais un risque. Elle peut constituer un casus belli. Donc, des changements sont en cours, et nous les voyons en Asie occidentale, autrement dit au Moyen-Orient. Nous le voyons aussi si nous revenons une fois de plus aux BRICS, qui ne sont pas une institution juridique. C'est simplement une sorte de vaste marché. Mais je voudrais souligner que les BRICS ont commencé, au début des années deux mille, comme un produit financier. Je me souviens de

conférences sur les matières premières auxquelles j'ai assisté, où des investisseurs comme Jim Rogers disaient : « Misez sur les BRICS. C'est là que vous pouvez gagner de l'argent. Vous pouvez faire fortune. »

Tout tourne autour des matières premières. À l'époque, tout tournait autour des matières premières, qu'elles soient dures ou agricoles. C'était au début des années deux mille. Et ce sont les investisseurs qui ont créé ce terme : BRIC. À l'époque, BRIC désignait seulement le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine : d'importants producteurs de matières premières, et d'importants importateurs de matières premières, notamment la Chine et l'Inde, avec leur formidable essor industriel il y a une vingtaine d'années. À l'époque, BRIC n'était qu'un objet. Avec l'ajout de l'Afrique du Sud, et aussi avec une coopération élargie avec d'autres pays, les BRICS sont devenus, au fil des années, un acteur, donc un sujet. Ils ne sont plus seulement l'objet des ambitions des investisseurs. Et là encore, on est très loin d'avoir un statut, d'être une organisation à part entière, parce qu'il n'y a pas de charte, pas de statut.

Je pense qu'il devrait y en avoir un, mais je comprends aussi pourquoi certains pays s'abstiennent d'en rédiger un et de l'adopter. Mais c'est clairement le plus grand exemple où de nouveaux cadres de coopération sont identifiés. Malgré tout, nous n'avons pas quelque chose comme un secrétariat des BRIC, nous n'avons pas de secrétaire général des BRIC. Mais il existe beaucoup de coopérations de toutes sortes, dans le domaine universitaire, et même dans le sport. Ils essaient de trouver leurs monnaies de réserve alternatives. Je pense que cela ne fonctionnera pas comme certains l'écrivent. Mais c'est intéressant, parce qu'il y a d'autres cadres à tester. Et je ne sais pas si je l'ai mentionné lors de notre dernière conversation, mais permettez-moi de le citer ici une fois encore, parce que cela résume bien l'étroitesse d'esprit de ceux qui réfléchissent dans de nombreuses capitales de l'Union européenne.

Lorsque j'ai pris mes fonctions, en décembre deux mille dix-sept, l'une de mes premières questions à mes collègues a été : « Pouvez-vous me donner notre position, la position de l'Union européenne, sur les BRICS et l'Organisation de coopération de Shanghai ? » Ils m'ont regardé et m'ont dit : « Nous n'avons jamais rien écrit là-dessus, nous n'en avons jamais discuté, à aucun moment. » J'ai été vraiment, profondément stupéfait. Parce que moi-même, durant les années précédentes, j'enseignais ce sujet au moins une fois par semaine. Et j'ai alors dû comprendre que les praticiens, ceux qui travaillent pour la Commission européenne sur le voisinage asiatique et je ne sais quoi encore, n'avaient pas un seul document de position. Et ce n'est que le reflet de ce que j'appelle, eh bien, la mare aux grenouilles dans laquelle ils sont assis, sans comprendre qu'il y a des lacs à l'extérieur, des rivières, et même un océan.

#Glenn

Eh bien, cela semble souvent caractériser le comportement des dirigeants européens. Autrement dit, pour préserver le moment unipolaire, ils font comme si la multipolarité n'existait pas. Et vous savez, toutes ces années, on a vu, par exemple, que l'OTAN ne voulait aucune relation avec l'OTSC, dirigée

par la Russie. Il n'y aura pas de coopération entre l'Union européenne et l'OTAN, d'un côté, et les BRICS ou l'Organisation de coopération de Shanghai, de l'autre, ni avec aucune autre organisation qui signifierait un basculement vers la multipolarité. Mais le problème, c'est qu'en s'accrochant à l'unipolarité et en ignorant les nouvelles réalités qui émergent, les Européens, en particulier, ne parviennent pas à s'adapter à cette nouvelle répartition des pouvoirs d'une manière qui renforcerait l'Europe. Cela ne semble tout simplement fonctionner d'aucune façon avec les BRICS. Il est difficile d'expliquer en quoi ce serait dans l'intérêt de l'Union européenne si, là encore, le seul objectif est d'ignorer les BRICS et de faire comme s'ils n'existaient pas. Autrement dit, d'essayer de les affaiblir. Mais y voyez-vous un défi, cette incapacité, je suppose, à s'adapter à un monde multipolaire ?

#Karin Kneissl

Vous savez, si je me mets aujourd'hui à la place d'un responsable de l'Union européenne, comment puis-je vraiment m'inscrire dans la multipolarité si, en tant que responsable, ma mission quotidienne consiste à faire en sorte que cette Europe multipolaire... Vous savez, il y a Paris, Rome, Berlin. Pendant des siècles, ils ont eu chacun leur propre manière de voir le monde. Comment les amener à adopter une position monolithique ? Car l'Europe, par son histoire, par sa géographie, est elle aussi multipolaire. Bien sûr, ce sont de petits pôles, mais ils sont plus grands que le Qatar, les Émirats et ainsi de suite, qui participent eux aussi à cette dynamique multipolaire. On en parle donc beaucoup. Je me souviens que l'ancien chancelier allemand Olaf Scholz l'a reconnu : oui, il existe un monde multipolaire.

Il a prononcé un discours marquant à ce sujet, juste avant de quitter ses fonctions. Mais ils essaient d'agir comme un acteur monolithique. Ils essaient. Bien sûr, d'un côté, ils disent : revenons à l'Afrique. Ils parlent de coopération entre l'Union européenne et l'Afrique. C'est formidable. C'est merveilleux. Nous devons le faire. Mais en plus de ce sommet Union européenne-Afrique, nous avons le sommet France-Afrique. Nous avons le sommet Royaume-Uni-Afrique. Nous avons le sommet Allemagne-Afrique. Même la petite Autriche a organisé son sommet sur l'Afrique. Donc chacun organise son propre sommet africain et sa propre politique africaine, en plus de la coopération entre l'Union européenne et l'Afrique. Et là, je pense qu'on voit comment ils se mettent eux-mêmes des bâtons dans les roues lorsqu'il s'agit d'appliquer sincèrement une forme de politique multipolaire.

#Glenn

Eh bien, je suppose que ma dernière question, ou du moins l'une de mes dernières questions, porte sur la manière dont l'Europe gère le fait que d'autres pays s'adaptent à cela. Parce que, du côté américain, on voit qu'ils reconnaissent plus ou moins que le monde est devenu multipolaire. Et que si, par conséquent, ils doivent désormais établir des priorités, ils ne peuvent pas être partout en même temps. Ils semblent accepter que certaines choses doivent être prioritaires par rapport à d'

autres. Ils souhaiteraient donc se tourner davantage vers l'hémisphère occidental et l'Asie de l'Est. En bref, l'impression qui se dégage, non seulement de l'administration Trump, mais aussi de la nouvelle Stratégie de sécurité nationale, c'est que l'Europe n'est plus si importante.

Et encore une fois, cela est désormais assez évident. Mais on voit aussi, du côté de la Russie, qu'il ne s'agit pas seulement de la guerre en Ukraine, qui provoque aujourd'hui une rupture avec les Européens à cause des sanctions. Au-delà de cela, les Russes, de manière générale, voient une grande partie de la croissance économique se déplacer vers l'Est, et ils y trouvent davantage leur place. Les économies de cette région sont perçues comme plus dynamiques. Donc, même indépendamment de ce qui se passerait en Ukraine, les Russes opéreraient un pivot économique vers l'Est. J'imagine donc qu'une grande partie de cela s'inscrit dans ce que les Russes appellent, vous savez, le Partenariat de la Grande Eurasie, qu'ils promeuvent. Alors, qu'est-ce que cela signifie pour les Européens ? Quel est désormais le rôle de l'Europe dans ce monde multipolaire ?

#Karin Kneissl

Un musée.

#Glenn

Un musée, oui.

#Karin Kneissl

Les usines se transforment en musées. Il n'est même plus nécessaire d'acheter Louis Vuitton ou certains produits Chanel à Paris. Il y a désormais, dans des pays asiatiques, des marques de cosmétiques de très grande qualité, plus populaires auprès des clients. Mais il y a les musées. Ils sont agréables. Et j'ai visité, il y a quelque temps, la Maison de l'industrie à Chemnitz. C'est seulement là que j'ai compris que Chemnitz, qui a été appelée Karl-Marx-Stadt pendant un temps, lorsqu'elle faisait partie de la République démocratique allemande, était, avant 1945 — ce que je ne savais pas — la ville industrielle la plus importante de toute l'Europe. C'est tout de même considérable. Aujourd'hui, c'est un musée. Un beau musée. Il en va de même pour Fiat, avec le musée Fiat à Turin, dans le nord de l'Italie.

Turin Fiat, Fiat Fabbrica Italiana Automobili, Turin : c'est ce que j'ignorais avant de visiter ce musée. C'était l'usine automobile la plus innovante et la plus grande du monde avant la Première Guerre mondiale. On voit donc le déclin de Fiat, qui a fusionné avec Chrysler il y a déjà quelque temps. On voit ce qui est arrivé à Chemnitz. On voit beaucoup d'autres choses... L'histoire est longue. Je veux dire, il y a eu, il y a quelques années, un effort pour revenir au « made in England », au « made in Germany », au « fabriqué en France ». Mais ensuite, eux-mêmes, avec une série de sanctions — et il

ne s'agit pas seulement de sanctionner la Russie... Et je m'abstiens de parler d'énergie bon marché. C'était une énergie abordable. Pas si bon marché que ça, mais abordable. Et elle était prévisible, parce qu'il y avait des contrats à long terme.

Ils n'avaient pas à couvrir leurs contrats ni à rivaliser avec d'autres clients, mieux servis, sur le marché mondial, pour acheter du GNL chaque jour sur une bourse. Non, les volumes de gaz étaient livrés de manière prévisible grâce à des contrats de long terme. Je pense que cela a beaucoup facilité la vie de l'industrie. L'autre chose, c'est que l'Europe se marginalise elle-même, parce que beaucoup de gens — et il ne s'agit pas seulement de la Chine ou de la Russie — je pense aussi à de nombreux pays arabes, notamment à des pays comme le Qatar et les Émirats arabes unis, ne veulent plus recevoir de leçons des Européens. Ils ne veulent pas qu'on leur impose certaines conditions sur la manière dont ils doivent produire leur pétrole et leur gaz.

Par exemple, il y avait cette exigence de l'Union européenne sur... je crois qu'elle avait un nom technique précis, mais je l'ai oublié. En gros, il s'agissait de prouver, tout au long de la chaîne d'approvisionnement du produit, que tout était conforme, vous savez, en matière de changement climatique, de réglementation du travail, etcétera. Le Qatar et les Émirats ont dit : « Désolés, nous n'allons pas vous livrer une cargaison de GNL, parce que nous ne pouvons pas satisfaire aux exigences de cette réglementation européenne. » Vous voyez donc qu'ils se mettent eux-mêmes hors jeu, parce que les gens préfèrent ne pas faire affaire avec l'Europe. Ils disent : « Nous pouvons vendre notre GNL à un autre partenaire qui ne met pas autant d'obstacles sur notre chemin », vous savez.

Et je pense que cela n'est pas vraiment compris à la Commission. La Commission européenne comptait, il y a une trentaine d'années, beaucoup de juristes. Ces juristes ont été remplacés par des politologues, devenus des juristes très idéologiques. Et beaucoup d'entre eux n'ont pas vu le monde réel avant de commencer à travailler pour la Commission. Voilà, je pense, le drame de fond. Et ce qui est intéressant, entre guillemets, c'est que je lis aujourd'hui des déclarations de chambres de commerce, de dirigeants d'associations industrielles dans certains pays de l'Union européenne, qui disent alerter constamment leurs gouvernements contre la désindustrialisation due à la paperasserie, due aux réglementations de l'Union européenne.

Et récemment, je n'ai plus entendu : « C'est la faute de la Russie. » Ils ont arrêté de parler de l'inflation Poutine. Ils ont arrêté de parler de, je cite, « l'agression russe non provoquée contre l'Ukraine », etcétera. Quand on écoute certains dirigeants d'associations industrielles, ils parlent de bureaucratie, du manque de main-d'œuvre qualifiée, du sous-investissement, de l'insécurité, de l'insécurité géopolitique, en gros. Oui, ce sont les problèmes. Pourquoi ? Parce qu'il y a une désindustrialisation très poussée en cours. L'Europe désindustrialisée, un processus déjà engagé depuis quelques décennies, va donc devenir une succession de musées.

#Glenn

Oui, mais le problème, ce serait de savoir comment les Européens vivraient le fait d'habiter dans un musée. Parce que, là encore, si vous vous souvenez du début des années deux mille, il y avait énormément d'optimisme en Europe quant à son avenir. Je me souviens avoir lu des articles, et même des livres, sur l'idée que ce siècle appartiendrait essentiellement aux Européens, parce que tout semblait aller plutôt bien. On essayait de définir ce qui rendait l'Europe si unique. Il y avait la puissance normative, la puissance civile, la puissance morale, la puissance réglementaire... Des définitions différentes. Mais au moins, tous s'accordaient sur le fait que l'Union européenne était destinée à la grandeur, grâce à l'unité, à la fin de la guerre et à la coopération. Une Europe unie serait le pilier central du monde, aux côtés des États-Unis, formant cette hégémonie collective. Mais là encore, c'est une période relativement courte.

Nous voyons aujourd'hui le partenariat avec les États-Unis décliner, et probablement une Europe fragmentée, privée de ces intérêts politiques et économiques communs. La classe politique est de plus en plus impopulaire. Pire encore, je dirais qu'elle est souvent aussi illégitime. Et les Européens ne semblent pas avoir de modèle économique clair, notamment en ce qui concerne leurs technologies numériques ou l'origine de leur énergie. Vous savez, quel est le rôle de l'Europe dans le nouveau monde ? Certains diraient que la boussole morale a disparu elle aussi. Et pour un groupe de pays très différents, qui se définissent par une identité commune fondée sur le fait d'être des démocraties libérales, ce n'est pas bon lorsque l'aspect libéral est remis en cause, par la montée de l'autoritarisme chez eux ou par le soutien à un génocide à l'étranger. Encore une fois, vous n'avez pas de boule de cristal, et nous devons toujours être prudents lorsque nous faisons des prédictions. Mais vers quoi cela se dirige-t-il ? Parce que vivre dans un musée, en se souvenant d'époques meilleures, cela ne semble pas être une recette de stabilité.

#Karin Kneissl

Non, pas du tout. Et je me souviens très bien de ce que vous venez de décrire : la soi-disant stratégie de Lisbonne de l'an deux mille. C'était, je crois, en mars deux mille, sous la présidence portugaise de l'Union européenne. Ils l'ont signée, puis ont fait le maximum pour mettre en œuvre cette soi-disant stratégie de Lisbonne, qui disait que, d'ici à deux mille vingt, je cite, l'Union européenne serait l'acteur le plus progressiste, le plus innovant, le plus stable et le plus important à l'échelle mondiale. C'était donc l'objectif ambitieux fixé en deux mille. En deux mille vingt, il y a certes eu une pandémie pour tout le monde. Mais déjà avant, et assurément après, l'Union européenne était très loin d'avoir atteint ces ambitions.

J'ajouterais ceci. Les responsables de l'Union européenne ne peuvent pas tenir la promesse faite aux jeunes générations, qui espèrent avoir du travail, des infrastructures de qualité, des services médicaux, et ainsi de suite. Tout cela est en déclin. Et là, je ne me concentrerais pas uniquement sur le niveau politique. La politique est difficile, mais moi, je viens de l'administration. Je n'ai jamais été très impliqué en politique, même si les gens me considèrent comme un homme politique parce que j'ai été ministre. J'étais un ministre technicien, et je crois fermement en une administration efficace,

une administration civile. C'est le monde dont je viens. Vous savez, j'ai travaillé pendant quelques années dans un ministère des Affaires étrangères.

J'ai eu l'immense privilège d'étudier à l'École nationale d'administration, en France, que M. Macron a supprimée. Mais, pendant deux ans, nous y avons été formés à une administration publique efficace et de haut niveau. Et les personnes qui travaillent dans l'administration ne sont pas censées changer tous les quelques années, au gré des élections ou de je ne sais quoi. Elles sont là. Elles ne devraient pas être sous les projecteurs. Elles font leur travail. Un ambassadeur ne se présente pas aux élections, et un administrateur au ministère de la Justice ne devrait pas être impliqué en politique. Il ne devrait pas l'être. Nous savons que, dans les faits, l'histoire est différente. Mais, pour moi, c'est cela qu'a toujours été une administration publique efficace.

Et un État qui peut dire qu'il dispose d'une bureaucratie efficace. Et la bureaucratie, en soi, n'est pas un gros mot. Mais elle devrait être un appareil puissant, qui mette en œuvre les annonces politiques. Or, aujourd'hui, nous n'avons pas cela. Nous manquons d'administrateurs efficaces. Nous avons une Commission européenne très idéologique, qui n'est pas si efficace. Et nous avons des administrations nationales sous-payées. Les gens n'ont pas de perspectives de carrière, ou bien le recrutement est mauvais, peu importe. Donc je dirais qu'en plus de l'économie, c'est le système administratif lui-même qui est en crise. Et cela s'ajoute au reste. Et ce que j'ai dit dans mon livre, *Requiem pour l'Europe*, il y a deux ans, et que je voudrais souligner ici une nouvelle fois, c'est que, pour moi, le plus grand traumatisme pour l'Europe, c'est la perte du droit.

#Glenn

Perte de l'État de droit, oui.

#Karin Kneissl

Oui, la disparition du droit. La disparition de l'État de droit. Et les lois ont été remplacées par des listes. Ce sont des listes. Toutes ces exigences de conformité. Quand on regarde les sanctions, et cetera, les gens n'ont aucune idée de la situation juridique actuelle dans laquelle ils peuvent travailler, en tant qu'entreprise, banque, peu importe. Parce que la plupart de ces choses ne sont pas publiées. Elles sont simplement quelque part, dans les tiroirs du service conformité. Quand ils ferment votre compte bancaire, la banque vous dit : « Nous ne pouvons pas vous dire pourquoi. » Alors, vous l'apprenez simplement en lisant des choses à ce sujet. Et actuellement, dans mon cas, je ne veux pas aborder des questions personnelles, mais simplement pour vous et vos téléspectateurs, une procédure a été engagée pour me retirer ma citoyenneté. Je n'ai qu'une seule citoyenneté. Cela ferait de moi un apatride.

La loi autrichienne prévoit l'apatridie, mais l'Autriche est aussi partie à plusieurs conventions du Conseil de l'Europe qui l'interdisent. Parce que l'Autriche, par exemple, a une longue tradition qui consiste à expulser ses propres citoyens, pour toutes sortes de raisons. J'en ai rencontré certains,

comme l'assistant du rédacteur de la Constitution autrichienne, le professeur Kelsen. Il a été expulsé. Il est parti à Berkeley. Et le professeur Klinghofer, qui était un très, très bon professeur, et mon mentor quand je vivais à Jérusalem, était son assistant. Lui aussi a été expulsé d'Autriche. C'est donc une longue tradition. Mais je dis cela simplement pour souligner où nous en sommes aujourd'hui. Vous pouvez perdre votre nationalité. Votre propre État peut faire de vous un apatride. Quel est votre crime ? Dans mon cas, mon crime, c'est de travailler pour l'université d'État de Saint-Petersbourg. Voilà mon crime.

#Glenn

Je me souviens, c'était en 2018. Vous étiez encore ministre des Affaires étrangères de l'Autriche. Vous vous êtes mariée, et Poutine est venu en Autriche pour votre mariage, où il a dansé avec vous. Et cela est encore utilisé pour vous diaboliser : l'idée qu'une ministre des Affaires étrangères entretienne de bonnes relations avec des dirigeants étrangers. C'est assez extraordinaire. Mais cela, c'était sur le plan diplomatique. Encore une fois, même après avoir quitté la diplomatie et travaillé dans l'université de votre choix, cela devient une raison pour vous retirer votre nationalité. Comme vous l'avez dit, lorsque l'État de droit disparaît, il semble que nous perdions quelque chose de très important.

#Karin Kneissl

Et à mon avis, c'est ce qui peut arriver de pire à une société : la perte de l'État de droit. On peut surmonter une crise économique, on peut surmonter une crise énergétique. Mais la perte de l'État de droit détruit votre société de l'intérieur. Et c'est ce que j'observe de loin, heureusement, parce que quand je suis parti, j'ai dit : « Dans quelques années, il sera peut-être trop tard. » Et j'avais malheureusement raison. Il y a quelques jours, la Commission européenne a adopté une nouvelle règle selon laquelle les Ukrainiens âgés de vingt-trois à soixante-cinq ans qui veulent demander l'asile dans l'Union européenne ne sont pas autorisés à l'obtenir, parce qu'ils devraient combattre dans la guerre. C'est une violation flagrante de la Convention de l'ONU de 1951 relative aux réfugiés. Et, vous savez, ce qui est étrange, c'est qu'un Russe arriverait en Allemagne ou en France et dirait : « Je ne veux pas faire la guerre. »

Il obtiendrait l'asile. L'Ukrainien, lui, n'obtiendrait pas l'asile, parce qu'il devrait combattre. C'est ce que Zelensky dit à tous ses partenaires de l'Union européenne : ramenez-moi tous les hommes qui sont venus dans vos pays. Trois millions quatre cent mille Ukrainiens vivent dans l'Union européenne. Ce ne sont pas tous des hommes entre vingt-cinq ans... le gros du contingent. Et là, nous voyons cette merveilleuse Union européenne, vous savez, l'Olympe des droits de l'homme et de l'État de droit, violer, d'une certaine manière, la Convention des Nations unies sur les réfugiés. J'ai toujours été critique à l'égard de l'immigration clandestine massive de migrants économiques. Ils cherchaient tous une vie meilleure. C'est légitime, mais ce n'est pas couvert par la Convention des Nations unies sur les réfugiés de chercher de meilleures conditions. En revanche, vouloir fuir un pays où il y a une guerre, c'est le cas fondamental pour obtenir le statut de réfugié.

#Glenn

Oui, non, surtout pour la superpuissance morale. C'est assez extraordinaire. Mais encore une fois, tout cela est instrumental. Zelensky dit qu'il lui faut davantage d'hommes. Qu'il faut combattre la Russie. Les Européens les ont. Je veux dire, s'ils n'ont pas d'armes, ils peuvent renvoyer les réfugiés ukrainiens, en les expulsant. Donc... non, c'est triste de voir l'État de droit s'effondrer, et aussi toute cette idée, je suppose, de ce qu'ils appellent « soutenir l'Ukraine ». Car, évidemment, ils soutiennent Zelensky, mais pas le peuple ukrainien lui-même, ceux qui ne veulent pas se battre, du moins ceux qui sont partis en Europe, et aussi ceux qui veulent maintenant des négociations immédiates, alors que l'Union européenne ne veut même pas parler aux Russes. C'est assez choquant. Bref, avez-vous une dernière réflexion avant que nous terminions ?

#Karin Kneissl

Eh bien, nous ne devrions pas laisser nos invités, les téléspectateurs, dans un état aussi dramatique. Je ne sais pas quel temps il fait chez vous. Dieu merci, ici, nous avons un doux soleil et de l'herbe verte. J'en suis très reconnaissante, parce que j'ai des animaux. Et je suis vraiment désolée pour les agriculteurs et les animaux qui n'ont pas de foin en ce moment dans de nombreux pays européens, vu la situation actuelle. Comment pouvons-nous conclure, en quelque sorte ?

#Glenn

J'allais dire que ce n'était pas une note très réjouissante.

#Karin Kneissl

Oui, non, ce n'est pas une note très joyeuse. Quelle pourrait être une note plus lumineuse, meilleure ? J'essaie de trouver quelque chose. Je peux seulement dire : s'il vous plaît, tout le monde, faites preuve d'esprit critique. Ne soyez pas lâches. Vous savez, il y a tellement de lâches. Nous deux, si je peux me permettre de le dire. Je veux dire, vous devez faire preuve de courage chaque jour, vous aussi, dans votre situation. J'ai traversé des enfers, pas un seul. Mais, dans tous les chapitres de ma vie, j'ai vu autour de moi trop de lâches. C'est comme ça qu'on en est arrivés là. Alors, je peux seulement demander aux gens d'être un peu moins lâches et de ne pas penser que les réseaux sociaux sont le champ de bataille.

Il y a d'autres domaines plus importants, des sujets sur lesquels il faudrait prendre la parole, faire preuve de courage, et rappeler à votre gouvernement ce qui est écrit dans la Constitution, ce qui est écrit dans certains instruments dont nous disposons. Et quand il s'agit de retirer la citoyenneté à l'un de vos citoyens, l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme de l'ONU, de 1948, dit

que tout être humain a droit à une citoyenneté. Mais ce n'est absolument pas une préoccupation du parti au gouvernement en Autriche, pour ne même pas parler de l'administration. Il y a donc quelque chose qui ne va pas.

#Glenn

Je ne sais pas très bien quel en sera l'objectif. En tout cas, ce sera très mesquin, ça c'est sûr. Bref, merci encore d'avoir pris le temps.

#Karin Kneissl

Je vous en prie, et je souhaite à tout le monde un été paisible. Et s'il vous plaît, essayez de ne pas être lâches.